

# 10 Grande interview

## «Notre prospérité dépend de la prospérité de ceux dont nous dépendons»

**REGULA RYTZ** Nouvelle présidente d'Helvetas, elle est passée de la scène nationale à la scène internationale. Les valeurs de l'ancienne présidente des Vert-e-s suisses n'ont pas changé. Pour elle, l'une des priorités est la lutte contre la pauvreté

PROPOS RECUEILLIS PAR  
VINCENT BOURQUIN, BERNE  
@bourquvi

Regula Rytz a fait partie des ténors de la politique suisse. Conseillère nationale durant onze ans, la Bernoise a coprésidé, puis présidé les Vert-e-s suisses. C'est elle qui était à la tête du parti en 2019 lorsque les écologistes ont réalisé le meilleur résultat de leur existence. A la suite de ce succès, elle s'était présentée au Conseil fédéral, mais elle n'avait pas été élue. En mai dernier, elle a quitté le National et est désormais présidente de l'organisation de coopération au développement Helvetas.

**Le Conseil national, et plus largement la politique, ne vous manque pas?** Ce qui me manque, c'est le travail dans les commissions là où on peut trouver des solutions ensemble. Ce qui ne me manque pas, c'est le populisme et la polarisation. En devenant indépendante et en prenant la présidence d'Helvetas, j'ai découvert un nouveau monde professionnel qui me plaît beaucoup.

**Vous parlez de polarisation grandissante, est-ce dû au covid?** Non. C'était déjà avant le covid. La polarisation est surtout due à l'UDC et tourne autour de l'immigration et de la politique européenne. En 2019, la population commençait à prendre conscience du réchauffement climatique et a choisi le changement. Ensuite il y a eu la pandémie, qui a provoqué une perte de confiance dans la politique et la polarisation s'est encore accrue. Tout cela accompagné d'une forte désinformation. C'est d'ailleurs important pour une organisation comme la nôtre de pouvoir donner des informations concrètes sur comment lutter contre la faim et la pauvreté.

**N'avez-vous pas aussi participé à cette polarisation comme présidente des Vert-e-s?** Non, au contraire. En Suisse alémanique, les médias m'ont toujours reproché de ne pas être assez polarisée. Comme présidente de parti, je défendais nos valeurs, mais j'ai aussi siégé dans l'exécutif de la ville de Berne, j'ai donc toujours été orientée solutions.

**Vous êtes donc passée d'une vision nationale à une vision internationale.** Oui, j'ai toujours lutté pour les mêmes buts: l'économie durable, la protection de l'environnement, les droits des femmes. J'ai simplement changé de scène. Helvetas travaille dans 33 pays qui connaissent de grandes difficultés, principalement liées à la pauvreté. Le changement climatique et la guerre en Ukraine aggravent la situation.

**Vous avez souvent répété ne jamais**

**prendre l'avion, est-ce conciliable avec la présidence d'Helvetas?** Effectivement je n'avais pris que cinq fois l'avion jusqu'à mes 60 ans. Maintenant c'est clair qu'avec une position internationale, cela va être nécessaire de prendre parfois l'avion. Mais durant mes vacances, je continue de me déplacer avec un sac à dos et mes souliers de marche ou alors je prends le train.

**«Les gens n'ont jamais été aussi convaincus qu'il faut développer les énergies renouvelables»**

**La lutte contre la pauvreté, est-ce vraiment un thème qui intéresse la population suisse, au moment où les crises se succèdent?** Oui absolument. Récemment il y a eu plusieurs crises en lien avec le changement climatique, par exemple la sécheresse dans les pays d'Afrique de l'Est ou les inondations au Pakistan. Les Suisses se sentent concernés par ces catastrophes et donnent volontiers pour des actions urgentes. En 2021 et en 2022, des sondages ont été effectués par l'EPFZ et la grande majorité des personnes interrogées considèrent qu'il faut investir davantage dans l'aide humanitaire et le développement. C'est aussi une question de sécurité: si beaucoup de gens n'ont rien à perdre, cela devient très dangereux. La Suisse est très dépendante de la situation dans les autres pays. Rappelons que 50% de notre alimentation, de même que les semences, les engrais et les produits pour animaux sont importés. Ils viennent d'Europe, mais aussi du Brésil, d'Égypte ou d'Ukraine. S'il y a des conflits dans ces pays, nous sommes également touchés. Pour l'énergie, tout le monde sait maintenant que nous sommes très dépendants des autres pays. En outre, s'agissant des matières premières, notre dépendance est de 100%. La prospérité de la Suisse dépend de la prospérité de ceux dont nous dépendons.

**N'avez-vous pas l'impression qu'avec la succession des crises il y a un repli sur soi?** Non. La majorité de la population est consciente que l'on vit sur une même planète, que tout est interconnecté. On le voit bien pour l'énergie. Il faut d'ailleurs changer de système et pas seulement en raison du changement climatique. Le ministre allemand des Finances l'a dit: les énergies renouvelables sont les énergies de la liberté.

**Helvetas demande que la Suisse verse 100 millions de plus au Programme alimentaire mondial (PAM). Le ministre des Finances, Ueli Maurer, ne cesse de répéter que les caisses sont vides. Est-ce vraiment le bon moment?** Ce n'est pas Ueli Maurer qui va décider, c'est le parlement. La plupart des partis sont conscients qu'il faut investir davantage dans le Programme alimentaire mondial (PAM). Pour le PAM, les coûts ont plus que doublé en raison de la guerre en Ukraine. Aujourd'hui dans le monde, près de 700 millions de personnes souffrent de la faim. L'Allemagne a déjà décidé d'augmenter nettement sa participation au PAM.

**Vous répétez souvent que protéger le climat c'est combattre la pauvreté. Comment faire le lien entre les deux?** La pauvreté a augmenté avec la crise du covid et la guerre en Ukraine. C'est surtout lié au prix des denrées. Si les gens peuvent produire localement des aliments, c'est beaucoup plus facile de résister aux crises. Prenons l'exemple du Bangladesh, dans le delta du Gange. A cause du changement climatique, du déboisement des forêts de mangrove et de l'élevage intensif de crevettes, l'eau de mer, salée, pénètre profondément dans les terres. Helvetas montre aux familles de petits paysans comment assurer leurs revenus avec des variétés et des méthodes de culture résistantes au sel. On informe également la population sur les risques climatiques avec des systèmes d'alerte précoce et des campagnes d'information. Si les gens parviennent à adapter l'agriculture locale au changement climatique, c'est un premier pas pour sortir de la pauvreté.

**Aujourd'hui, beaucoup de Suisses sont inquiets pour leur pouvoir d'achat, ne craignez-vous pas que la question climatique ne soit plus prioritaire?** Non. Au contraire. Les gens n'ont jamais été aussi convaincus qu'il faut développer les énergies renouvelables et procéder à la décarbonisation. C'est important pour la protection du climat, mais aussi pour la liberté et la sécurité, on le voit bien avec le problème de la dépendance vis-à-vis de la Russie.

Par ailleurs, l'ONU a récemment publié son index du développement mondial. Pour neuf pays sur dix, la situation s'est aggravée ces deux dernières années. Ce n'est pas le cas de la Suisse, cela démontre que nous avons bien géré la crise du covid en aidant les milieux économiques très touchés. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré que le monde était en crise totale. La Suisse est l'un des rares pays qui s'en sortent bien. C'est donc notre devoir de soutenir encore davantage ceux qui, dans le Sud, souffrent.

### PROFIL

**1962**  
Naissance à Thoune.

**2005**  
Municipale de la ville de Berne jusqu'en 2012.

**2011**  
Entre au Conseil national.

**2012**  
Coprésidente des Vert-e-s suisses avec Adèle Thorens, puis présidente seule dès 2016.

**2019**  
Candidate malheureuse au Conseil fédéral.

**2022**  
Démissionne du Conseil national et devient présidente d'Helvetas.



**Vous avez parlé des aides durant la crise du covid, faut-il débloquer les mêmes aides pour la crise énergétique?** Au début de la crise du covid, je me suis beaucoup battue à la Commission de l'économie, dont je faisais partie, pour soutenir les petites entreprises et les indépendants. Les libéraux-radicaux étaient très critiques. Je sais que mes anciens collègues du parlement tentent aujourd'hui de convaincre les représentants de tous les partis d'accorder de nouveau des aides. Mais c'est important de ne pas pratiquer la politique de l'arrosoir et de cibler les personnes les plus touchées par le renchérissement des charges.

**Les difficultés d'approvisionnement énergétique ne montrent-elles pas qu'il ne faudrait pas totalement renoncer au nucléaire?** Quand je vois ce qu'il se passe à Zaporijjia, et les risques énormes qu'une centrale nucléaire peut encourir, cela prouve qu'il faut investir dans des alternatives. C'est clairement le solaire qui a le plus grand potentiel, en suisse et au niveau international. On pourrait en produire en très forte quantité en Afrique du Nord et le transformer en carburant synthétique.

**En Suisse, on sent que le nucléaire retrouve une certaine cote...** En Suisse,



### LE QUESTIONNAIRE DE PROUST

**Quel est le livre que vous lisez actuellement?**

En raison de l'actualité, «Pigeon, vole», de Melinda Nadj Abonji.

**Votre modèle en politique?**

Des femmes courageuses comme la révolutionnaire française Olympe de Gouges qui, en 1791 déjà, revendiquait «les droits de la femme et de la citoyenne».

**Le talent que vous auriez voulu avoir?**

Parler plusieurs langues avec plus d'aisance.

**Si vous ne viviez pas en Suisse, où vivriez-vous?**

En Allemagne, à Berlin

**Votre plat préféré?**

Les penne all'arrabiata.

**Vous faites quoi avec vos amis étrangers lorsqu'ils viennent en Suisse?**

Nager dans l'Aar.

**Votre endroit préféré pour passer des vacances?**

Le Tessin.



A la tribune du Conseil national. (COLLECTION PRIVÉE)



En montagne. (COLLECTION PRIVÉE)

Regula Rytz: «Dans une situation de crise, il y a toujours des mouvements populistes qui essaient d'en profiter.» (BERNE, 22 SEPTEMBRE 2022/PIPALUK MINDER POUR LE TEMPS)

il était très clair que la population voulait sortir du nucléaire et je ne pense pas que l'opinion majoritaire ait changé. De toute façon, cela ne serait pas une solution à court terme et nous avons besoin de solutions rapides. L'important, c'est d'épargner l'énergie et ici nous avons beaucoup plus de possibilités de le faire que dans les pays du Sud.

**Avec ces difficultés énergétiques, pensez-vous qu'il y aura des conséquences à long terme et que les gens vont réellement changer leurs habitudes?** Le prix de l'énergie ne sera plus jamais aussi bas

que nous l'avons connu. Il n'y aura plus non plus de nouveaux pipelines avec la Russie. Ce qu'il faut, c'est enfin passer aux énergies renouvelables. Nous devons changer notre approvisionnement énergétique, modifier les infrastructures, y compris dans les pays du Sud. Presque tous les pays ont signé l'Accord de Paris et doivent donc se libérer des énergies fossiles.

**Helvetas est-elle aussi engagée directement dans la crise ukrainienne?** Oui, nous sommes présents en Moldavie où nous soutenons de nombreuses familles réfugiées dans ce pays. En Ukraine,

nous intervenons aussi par exemple dans le domaine de l'accès à l'eau potable.

**Pensez-vous que la Suisse doit accueillir encore davantage de réfugiés ukrainiens?**

Oui. Cette guerre brutale se poursuit et toujours plus de gens en sont affectés. Cela m'a beaucoup touchée de voir comment les Suisses se sont montrés solidaires. Néanmoins les Ukrainiens espèrent rentrer rapidement chez eux. Il faut donc aussi renforcer tout ce qui peut déboucher sur la paix.

**Mais le statut S ne privilégie-t-il pas trop les Ukrainiens par rapport aux autres migrants présents en Suisse?** C'était important d'avoir moins de bureaucratie pour les familles déplacées par la guerre. Mais il ne faut pas oublier que la migration est avant tout un thème Sud-Sud. Par exemple, Helvetas intervient au Népal pour aider ceux qui ont dû partir au Qatar pour construire des stades de football. On les informe de leurs droits et lorsqu'ils envoient de l'argent à leur famille, on les sensibilise à investir à long terme.

**Avec les crises actuelles, on sent que la politique migratoire se durcit de nouveau.** Dans une situation de crise, il y a toujours des mouvements populistes qui essaient d'en profiter. Ils tentent de diviser la population. Ils ont déjà essayé de le faire pendant la crise du covid, mais ils n'ont pas réussi. En Suisse, nous avons toujours gagné lors des votations sur la loi covid. C'est à nous de montrer qu'on arrive à des solutions, si nous travaillons ensemble, si nous nous respectons, si nous prenons au sérieux les valeurs de notre démocratie comme le respect de la différence, des minorités. Et nous devons anticiper. Avec les difficultés actuelles, en Afrique de l'Est par exemple, de plus en plus de gens veulent quitter leur pays. Plus nous soutenons la population locale, plus les conditions pour qu'elle reste sur place s'améliorent.

**Dans l'idée que si on aide les gens sur place, ils ne viendront pas chez nous?** La plupart des gens aiment rester là où ils sont nés, où ils ont leur famille. La

migration, ce n'est souvent pas un vœu. C'est la pauvreté et le manque de perspectives qui forcent à la migration.

**Vous venez de rentrer de votre premier voyage comme présidente d'Helvetas au Kosovo et en Albanie, qu'en avez-vous retenu?** Dans ces pays en transition, il ne s'agit pas en premier lieu de lutter contre la pauvreté, mais de renforcer l'économie locale et la démocratie. La DDC a développé d'excellents programmes qu'Helvetas peut mettre en œuvre en collaboration avec des partenaires locaux et l'économie privée. Par exemple dans le domaine de la formation professionnelle et de l'autonomie communale. Je suis très impressionnée par la qualité des projets et le dynamisme de la jeune population locale. Malheureusement, la guerre de Poutine contre l'Ukraine rouvre de vieilles blessures. Nous devons rester vigilants.

### «La Suisse doit renforcer sa coopération avec l'Europe»

**Vous n'êtes plus conseillère nationale, mais vous siégez auprès des Verts européens, vous croyez encore à l'Europe?** Oui bien sûr.

**Vous êtes la dernière?** Non. Toutes ces crises ont montré que la Suisse fait partie de l'Europe. Nous dépendons les uns des autres. Nous défendons les mêmes valeurs, la démocratie, les droits humains. Aujourd'hui, nous vivons des conflits entre les démocraties et les systèmes autoritaires. La démocratie est contestée. Un pays seul ne peut pas défendre ces valeurs. La crise actuelle montre que la Suisse doit renforcer sa coopération avec l'Europe, par exemple en matière de politique énergétique.

**Ces crises sont positives... On se rend compte de notre interdépendance?** Une crise n'est jamais positive. Mais elle montre que c'est la politique globale qui

compte. Ces dernières années, l'Europe investit de plus en plus en matière de sécurité sociale ou d'environnement. Nous pouvons apprendre de l'Europe et donc nous devons normaliser nos contacts avec elle.

**Vous espérez qu'un accord-cadre puisse, au final, être signé?** Je crois que c'est nécessaire. Je discute beaucoup avec mes amis verts en Europe et pour eux il est clair que ces frontières pour la recherche ne doivent pas exister.

**Vous êtes toujours favorable à l'adhésion à l'UE?** Oui c'est toujours le but des Vert-e-s, mais je ne pense pas que cela soit possible maintenant. Le premier pas, c'est de normaliser la situation avec l'accord-cadre.

**Quand on voit les difficultés rencontrées actuellement par le Conseil fédéral, plus désuni que jamais, vous ne devez pas regretter de ne pas avoir été élue? Temporarily passati.**

**Cette campagne pour le Conseil fédéral, c'était une période difficile où vous en gardez de bons souvenirs?** J'en garde de bons souvenirs. Nous avons connu un grand succès sur le plan électoral, plus de 13% de la population a soutenu les Vert-e-s. Nous avons ainsi la force d'un parti du Conseil fédéral et pouvons rendre les solutions majoritaires.

**Vous avez vraiment cru en vos chances de devenir conseillère fédérale?** Non. C'était clair. Les autres partis n'étaient pas prêts à donner une place aux Vert-e-s. Ils ne le sont toujours pas aujourd'hui. Mais nous sommes et restons prêts à assumer des responsabilités gouvernementales. Je ne regrette rien.

**Pour la succession d'Ueli Maurer, les Vert-e-s ont-ils eu raison de renoncer à présenter une candidature?** Si même le PS veut élire un deuxième conseiller fédéral UDC, les Vert-e-s n'ont aucune chance. Je comprends donc parfaitement que le groupe parlementaire se concentre sur les élections de 2023. Car une chose est claire: si les Vert-e-s sont alors aussi forts qu'aujourd'hui, les autres partis n'auront plus d'excuses. ■